

EDITORIAL

Aujourd'hui : suppression de 15000 postes de fonctionnaires - dont 8500 postes d'enseignants -, privatisation de GDF, hausse des loyers, multiplication des stages non payés en entreprise, expulsion de lycéens et de travailleurs sans-papiers. C'est la politique de Chirac, Villepin et Sarkozy.

Demain : augmentation du temps de travail, ordre policier dans les collèges et lycées, Service civique obligatoire pour tous les jeunes, remise en cause du droit de grève, dislocation de l'Enseignement public et mise en cause du droit des bacheliers d'aller à l'Université : voilà ce que projettent déjà des pré-candidats aux élections présidentielles.

**CONTINUER D'ACCEPTER CE GOUVERNEMENT (comme le font le PS et le PC), ET DE
NÉGOCIER AVEC LUI (comme le font les dirigeants des syndicats)
C'EST AUTORISER LES ATTAQUES AUJOURD'HUI ET PRÉPARER CELLES DE DEMAIN.**

Malgré la défaite infligée à Chirac – contraint au printemps dernier de retirer le CPE - les attaques se poursuivent contre la jeunesse et des travailleurs. Les projets les plus réactionnaires sont annoncés jour après jour par Sarkozy.

Où Chirac et son gouvernement trouvent-ils la force pour poursuivre leur politique ? Qu'est-ce qui permet à Sarkozy, quasi-candidat, d'avancer un programme ultra-réactionnaire ?

Qu'est-ce qui autorise Ségolène Royal - propulsée par les médias de la bourgeoisie pour en faire la candidate du Parti socialiste – à reprendre parfois mot à mot le programme de Sarkozy ?

La raison fondamentale en est simple: les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste, comme les responsables syndicaux, ne cessent de répéter depuis 2004 : *Chirac doit rester jusqu'en 2007*. Or Chirac et l'UMP ont été battus à plate couture aux élections (régionales en particulier) de 2004, Chirac et son gouvernement ont été vaincus lors du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel, puis – contraints de retirer le CPE - ont subi une défaite majeure. Mais François Hollande et Marie Georges Buffet répètent que Chirac peut gouverner. Chirac gouverne donc. Et entreprend de privatiser GDF.

Le PS et le PCF ont organisé à l'Assemblée un grand numéro de cirque en déposant 137 000 amendements contre la privatisation de GDF, mais il n'y a pas un député ou dirigeant PS ou PCF qui ait dit cette chose toute simple: *Chirac, son gouvernement, minoritaires, battus, doivent être chassés immédiatement!* Leur prétendue opposition n'est donc qu'une duperie. Et le 3 octobre, ils ont d'un commun accord mis fin à ce numéro.

Et les dirigeants syndicaux, parce qu'ils soutiennent Chirac, acceptent de discuter, négocier, les projets réactionnaires de Villepin. C'est ceci qui encourage l'offensive de Chirac, prépare celle de Sarkozy et facilite la promotion de Ségolène Royal, alors que celle-ci - partisane de la politique de Blair contre la jeunesse - avait été complètement muette pendant la mobilisation contre le CPE.

Bien évidemment Chirac ne partirait pas de lui-même. Mais l'appel au départ immédiat de Chirac par le PS et le PCF serait un formidable point d'appui à la mobilisation.

Rappelons que lors de la bataille contre le CPE, le PS et PCF ont dû soutenir l'exigence de la jeunesse : retrait du CPE. De même les dirigeants syndicaux qui, contrairement à leur habitude, ont dû refuser de négocier avec le gouvernement. C'est parce que la mobilisation imposait l'unité sur cette base que Chirac a pu être vaincu.

C'est l'exigence aujourd'hui : que les dirigeants du PS et du PCF cessent de protéger Chirac, qu'ils exigent son départ immédiat. Que les syndicats cessent de négocier les projets réactionnaires, qu'ils reprennent à leur compte les revendications de la jeunesse et des travailleurs: **à bas le Service civique obligatoire ; rétablissement de tous les postes supprimés dans l'Enseignement public, y compris des 50 000 postes de surveillants. Aucune expulsion de lycéen ni de travailleur sans-papiers, etc.**

C'est sur cette base qu'il est nécessaire de s'organiser, et que l'on pourra chasser Chirac et son gouvernement réactionnaire.